

# Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre 2022, la consommation des ménages s'est nettement repliée (-1,5 % par rapport au trimestre précédent), repassant sous son niveau d'avant la crise sanitaire (celui du quatrième trimestre 2019). La dégradation de la situation sanitaire et le recours au télétravail au mois de janvier ont pesé plus particulièrement sur les dépenses d'hébergement et de restauration, mais aussi de carburants et d'habillement. En février et mars, la consommation s'est certes redressée du côté des services, mais la hausse continue de l'inflation a affecté les dépenses dans l'alimentation ou encore les carburants. Enfin, les achats de véhicules comme les dépenses en services de transports sont restés nettement en deçà de leur niveau d'avant crise.

Au deuxième trimestre 2022, la consommation des ménages repartirait modérément à la hausse (+0,4 %), avec des évolutions contrastées. La normalisation du contexte sanitaire bénéficierait aux services de transport, aux activités de loisirs ou encore à l'hébergement et à la restauration, pour lesquels les données de transactions par carte bancaire CB signalent une évolution positive sur le mois de mai (► encadré). L'inflation croissante continuerait en revanche de peser sur la consommation de biens : les dépenses de carburants se dégraderaient à nouveau, ainsi que les achats de véhicules, pénalisés en outre par des problèmes d'approvisionnement ; tandis que les surcroûts de dépenses observés depuis le début de la crise sanitaire se maintiendraient pour les biens d'équipement.

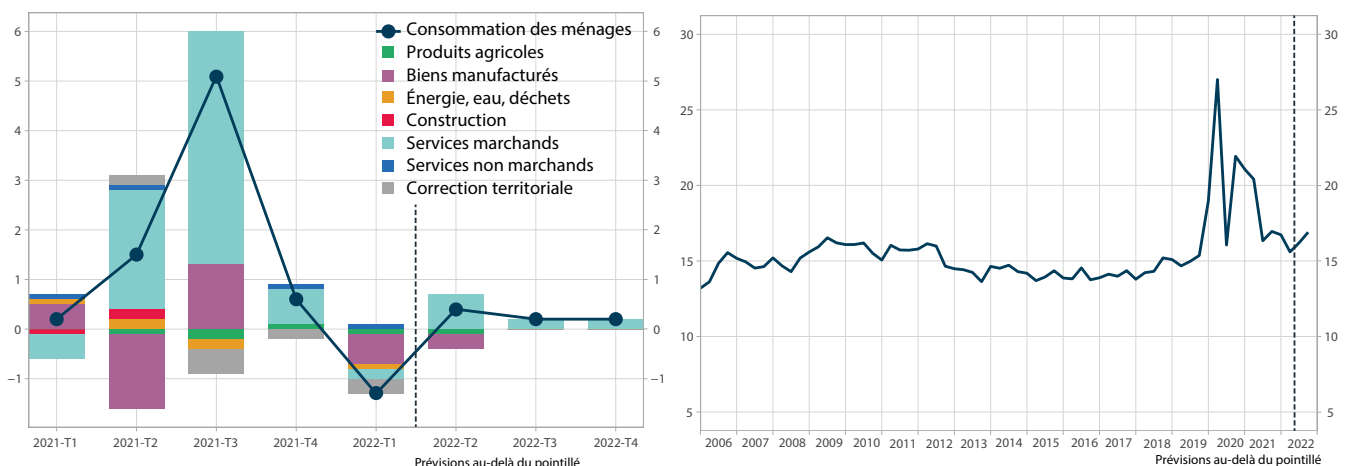
Au second semestre, le contexte d'inflation élevée continuerait de modérer les décisions d'achats des ménages. La consommation progresserait modestement, tirée notamment par une poursuite de la reprise dans les services de transport, tandis qu'elle se stabiliserait dans les biens. Le taux d'épargne des ménages continuerait à diminuer au deuxième trimestre, compte tenu de la baisse de leur pouvoir d'achat. En revanche, le redressement de celui-ci au second semestre, du fait des mesures de soutien, conduirait le taux d'épargne à remonter, atteignant 16,9 % en fin d'année, soit encore nettement au-dessus de son niveau d'avant-crise (15,0 % en 2019).

Enfin, l'investissement des ménages, stable au premier trimestre, se redresserait au deuxième trimestre (+0,4 %). Il décélerait ensuite progressivement au second semestre, en raison des mises en chantier de logements individuels qui pourraient ralentir après leur fort dynamisme de 2021, et d'un volume d'activité de l'entretien-amélioration de logements qui devrait stagner sur le reste de l'année. ●

## ► 1. Consommation trimestrielle estimée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

variations trimestrielles en % et contributions en points

en % du revenu disponible brut des ménages



Lecture : au deuxième trimestre 2022, la consommation des ménages augmenterait de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait à 15,6 % de leur revenu disponible brut.  
Source : Insee

# Conjoncture française

## ► 2. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Produits	Part dans la consommation*	2020				2021				2022			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>3 %</b>	<b>4,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>-2,4</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,1</b>	<b>-4,9</b>	<b>-5,8</b>	<b>-6,0</b>	<b>-6,0</b>
<b>Industrie</b>	<b>44 %</b>	<b>-6,5</b>	<b>-13,1</b>	<b>4,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,7</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15 %	3,3	5,3	3,0	4,9	5,2	2,5	3,3	3,5	1,8	1	0	0
Cokéfaction et raffinage	4 %	-6,3	-32,4	-4,3	-14,2	-5,6	-7,8	2,4	2,4	-0,7	-3	-3	-4
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3 %	-7,4	-4,5	13,2	13,8	15,2	10,5	10,4	7,5	7,7	9	9	9
Fabrication de matériels de transport	6 %	-22,3	-37,6	6,0	-8,8	-8,3	-11,0	-12,1	-12,9	-15,0	-16	-16	-17
Fabrication d'autres produits industriels	12 %	-12,1	-22,3	5,9	-4,3	-1,8	-7,4	2,4	1,8	-0,3	0	0	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5 %	-1,1	-2,1	2,5	3,8	3,2	8,0	3,9	4,9	0,3	1	1	1
<b>Construction</b>	<b>2 %</b>	<b>-10,2</b>	<b>-24,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,7</b>	<b>6,0</b>	<b>6,2</b>	<b>5,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>47 %</b>	<b>-5,7</b>	<b>-20,9</b>	<b>-5,8</b>	<b>-13,6</b>	<b>-14,9</b>	<b>-10,4</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>1,7</b>	<b>2,2</b>	<b>2,7</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 %	-12,9	-23,7	3,5	-4,4	-1,3	-0,3	0,5	1,6	0,5	2	1	0
Transports et entreposage	4 %	-12,7	-68,1	-30,6	-49,6	-46,3	-42,3	-19,7	-13,5	-10,8	-9	-7	-6
Hébergement et restauration	8 %	-17,6	-63,2	-13,7	-45,8	-57,8	-37,5	-2,3	-3,2	-6,9	-1	0	1
Information et communication	3 %	-2,4	-4,9	-1,9	-2,7	-2,8	-1,5	0,8	1,5	1,3	1	1	1
Activités financières et d'assurance	5 %	-0,2	-0,7	1,0	1,3	2,4	3,1	3,8	4,2	4,4	4	5	5
Activités immobilières	19 %	0,2	0,1	0,5	0,5	1,3	1,7	1,9	2,5	2,8	3	3	4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 %	-6,8	-19,5	-9,5	-7,8	-7,8	-3,6	3,1	4,5	4,9	5	6	7
Autres activités de services	4 %	-12,4	-42,4	-13,0	-24,7	-25,6	-22,4	-3,3	2,3	2,1	4	4	5
<b>Services principalement non marchands</b>	<b>5 %</b>	<b>-8,0</b>	<b>-27,1</b>	<b>-3,1</b>	<b>-4,4</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>
<i>Correction territoriale</i>	<i>-1 %</i>	<i>-38,0</i>	<i>-86,4</i>	<i>-35,1</i>	<i>-65,7</i>	<i>-65,4</i>	<i>-80,8</i>	<i>-36,7</i>	<i>-13,4</i>	<i>12,4</i>	<i>12</i>	<i>11</i>	<i>10</i>
<i>Importations de services touristiques</i>		<i>-11,8</i>	<i>-70,6</i>	<i>-52,4</i>	<i>-53,0</i>	<i>-54,8</i>	<i>-47,9</i>	<i>-26,0</i>	<i>-21,4</i>	<i>-25</i>	<i>-19</i>	<i>-16</i>	<i>-12</i>
<i>Exportations de services touristiques</i>		<i>-18,5</i>	<i>-74,7</i>	<i>-47,9</i>	<i>-56,3</i>	<i>-57,6</i>	<i>-56,3</i>	<i>-28,8</i>	<i>-19,4</i>	<i>-15</i>	<i>-11</i>	<i>-9</i>	<i>-7</i>
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>-5,5</b>	<b>-16,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-6,2</b>	<b>-6,0</b>	<b>-4,9</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>

\* Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019

■ Préviation

Lecture : au deuxième trimestre 2022, le niveau de consommation des ménages en services d'hébergement et de restauration serait inférieur de 1 % à celui du quatrième trimestre de 2019.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

## ► 3. Consommation et investissement des ménages

en variation trimestrielle et en écart au quatrième trimestre 2019, en %

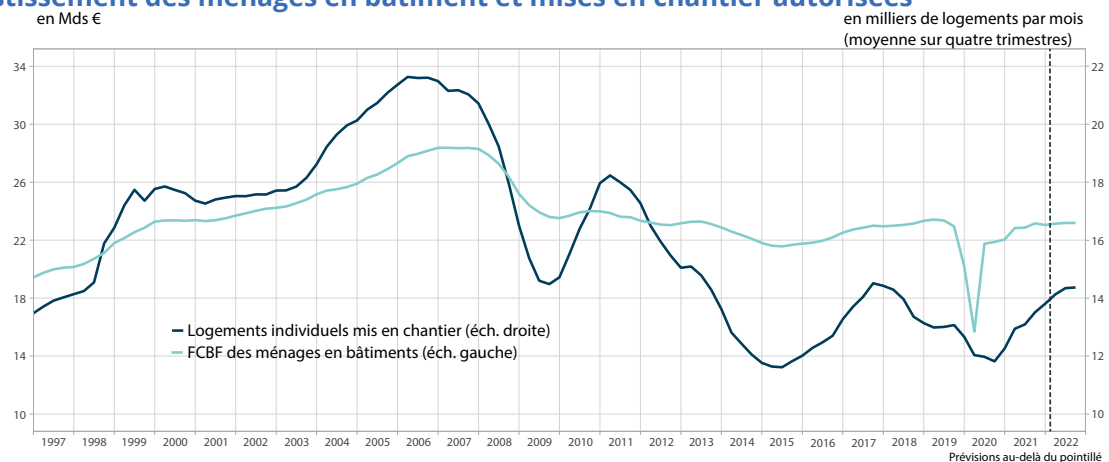
	2020				2021				2022				2020*	2021*	2022*
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Consommation :</b>															
<i>variations trimestrielles</i>	<b>-5,5</b>	<b>-11,5</b>	<b>19,0</b>	<b>-5,6</b>	<b>0,2</b>	<b>1,2</b>	<b>5,8</b>	<b>0,3</b>	<b>-1,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-6,8</b>	<b>5,2</b>	<b>2,3</b>
<i>écart au T4 2019</i>	-5,5	-16,4	-0,6	-6,2	-6,0	-4,9	0,6	1,0	-0,6	-0,3	0,0	0,2	-	-	-
<b>Taux d'épargne :</b>															
<i>en % du revenu disponible brut</i>	19,0	27,0	16,1	21,9	21,1	20,4	16,3	17,0	16,7	15,6	16,2	16,9	21,0	18,7	16,3
<i>écart en points au T4 2019</i>	3,6	11,6	0,7	6,6	5,7	5,0	1,0	1,6	1,4	0,2	0,8	1,5	-	-	-
<b>Investissement :</b>															
<i>variations trimestrielles</i>	-13,5	-16,9	29,2	5,8	0,9	3,4	1,4	-0,7	0,0	0,4	0,2	0,0	-11,9	17,0	1,3
<i>écart au T4 2019</i>	-13,5	-28,1	-7,1	-1,8	-0,9	2,5	4,0	3,2	3,2	3,6	3,8	3,8	-	-	-

■ Préviation

\* Variations annuelles pour les trois dernières colonnes.

Source : Insee

## ► 4. Investissement des ménages en bâtiment et mises en chantier autorisées



Lecture : pour les logements individuels, les données sont en date réelle, c'est-à-dire à la date de la mise en chantier qui a parfois eu lieu plusieurs mois avant la transmission de l'information. Les chiffres en date réelle font l'objet de plusieurs révisions successives avant de se stabiliser progressivement. Les mises en chantier de logements individuels sont prolongées au-delà du premier trimestre 2022 à partir des permis de construire de logements individuels accordés les trimestres précédents.

Source : Insee, SDES

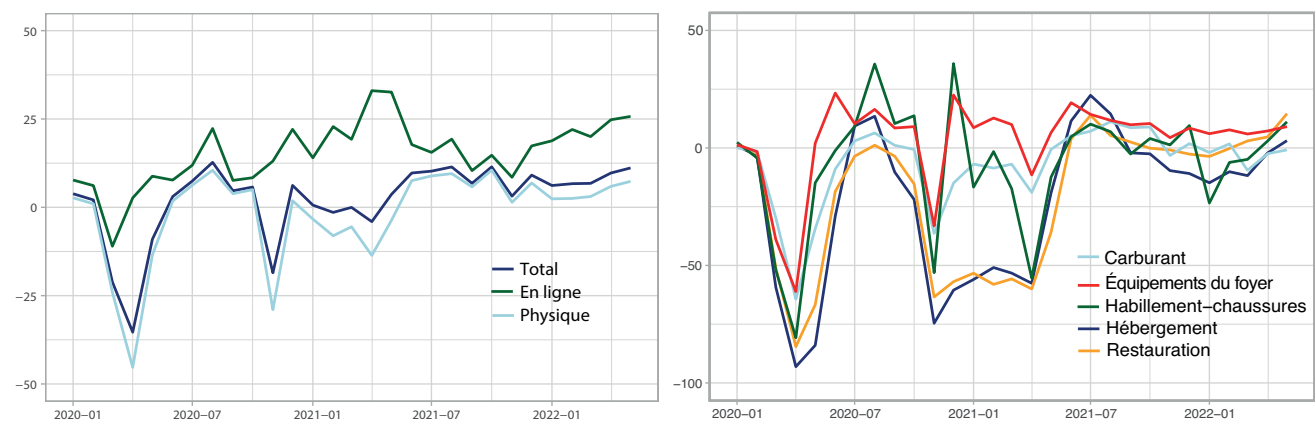
## Les montants de transactions par carte bancaire CB, corrigés de l'évolution des prix, repartent légèrement à la hausse

Les montants agrégés de transactions par carte bancaire CB, employées ici jusqu'au 31 mai 2022, permettent d'analyser de façon avancée les comportements de consommation des ménages. Le total des montants mensuels, pris en glissement par rapport à 2019 et corrigé de l'évolution globale des prix, montre un profil en légère hausse en avril et mai (► **figure 5**, gauche). Par ailleurs, ce total apparaît nettement au-dessus du niveau de ces mois en 2019, mais cela résulte en partie du fait que le recours à la carte bancaire CB a augmenté depuis deux ans.

Après un point bas en début d'année, les montants réels de transactions CB dans la restauration et l'hébergement sont repartis légèrement à la hausse, sans doute notamment en lien la normalisation de la situation sanitaire (► **figure 5**, droite). Dans l'habillement-chaussures, les montants réels de transactions CB sont en hausse en avril puis en mai ; dans l'équipement du foyer, ils se maintiennent à un niveau relativement stable depuis l'automne dernier. Pour les carburants, ils témoignent en mai d'un retour au niveau de fin 2021, après une période très volatile entre mars et avril. ●

## ► 5. Montants mensuels réels de transactions par carte bancaire CB, par type de transaction (gauche) et pour divers lieux de vente (droite)

montants mensuels réels (corrégés de l'évolution des prix) en écart à celui du mois comparable de 2019, en %



Lecture : lors du mois de mai 2022, le total des montants de transactions par carte bancaire CB était supérieur de 11,9 % au total du mois de mai 2019. Note : les montants sont corrigés de l'inflation au moyen des indices de prix à la consommation mensuels agrégés et propres à chaque poste. Chaque montant étant pris en écart à celui du mois comparable de 2019, les écarts affichés pour décembre 2021 et janvier 2022 intègrent donc une rupture dans le mois pris en référence (décembre 2019 puis janvier 2019). Par ailleurs, la dynamique des montants réels de transactions CB peut traduire, à partir du mois de mars 2020, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire CB, cette tendance étant corrigée dans la prévision des pertes ou surcroûts de consommation par rapport au niveau d'avant-crise sanitaire.

Dernier point : mai 2022.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee